

• Appui au Programme humanitaire d'action anti-mines en Guinée-Bissau

La guerre d'indépendance et la guerre civile de 1998 ont laissé sur tout le territoire de la Guinée-Bissau, des mines et d'autres formes d'explosifs comme les engins non explosés ou UXO (Unexploded Ordnance). Cette contamination de la terre constitue un obstacle au développement du pays, principalement parce que les zones contaminées sont également des zones potentielles de production agricole. A cela s'ajoute le fait qu'aucune archive n'existe à ce jour répertoriant la localisation des contamination par les mines et engins non explosés, empêchant ainsi le retour à une activité économique normale.

La Guinée-Bissau a ratifié la Convention d'Ottawa (la convention portant sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production, du transfert et sur la destruction des mines antipersonnel) en novembre 2001, un an après le début des travaux de déminage par une ONG nationale. De cette ratification a découlé le développement de la stratégie nationale bissau-guinéenne d'action anti-mines, orientée autour de quatre priorités stratégiques, à savoir; (a) le renforcement de la coordination nationale pour assurer une plus grande efficacité des activités en facilitant les relations parmi les différents acteurs impliqués dans l'action anti-mines opérant dans le pays; (b) répondre aux impératifs de la communauté en assurant l'éducation des populations sur les risques liés aux mines, le nettoyage des zones suspectes, la participation proactive des populations dans des projets de réduction de la pauvreté tout en veillant à la réintégration socio-économique des victimes; (c) développer la pérennisation des activités, en ayant en tête que le secteur d'action anti-mines contribue à la croissance économique de manière durable, à la gestion des ressources naturelles et à la reprise des activités économiques; (d) la mise en oeuvre d'un système de gestion de l'information pour l'action anti-mines (IMSMA- Information Management System for Mine Action). Ce système est utilisé à des fins de gestion entre le Gouvernement, les Nations Unies et les ONGs, comme instrument efficace de support à la collecte de données diverses et comme source pour la production des rapports sur le traité anti-mines. En 2001, le Gouvernement a établi le Centre National d'Action Anti-Mines (CAAMI)⁴, une structure technique de coordination de l'action anti-mines, chargée de mettre en oeuvre le Programme Humanitaire National d'Action Anti-Mines (PAAMI), appuyé dès son établissement par le PNUD.

En 2005 le projet d'appui au PAAMI a cherché à renforcer la capacité de gestion en place au CAAMI, notamment l'amélioration de la coordination et de la planification, et ce, afin d'accroître l'efficacité des opérations. Le projet vise également la poursuite de l'assistance apportée aux ONGs nationales LUTCAM (Lutamos Todos Contra as Minas) et HUMAID (Humanitarian Aid in Guinea Bissau), en renforçant leurs capacités opérationnelles de déminage. Le grand objectif du PAAMI est d'éliminer l'impact des mines, objectif qui devrait être atteint au cours de 2006 pour la capitale Bissau, et en 2009 pour les autres régions.

Cette année l'action principale du CAAMI s'est concentrée sur le nettoyage de Bissau qui se trouve maintenant quasiment déminée, permettant ainsi au pays d'être en phase avec la Convention d'Ottawa. Le CAAMI s'est également attelé à la continuité d'apport d

Il est à noter qu'il y a deux éléments vitaux au programme national d'action anti-mines; l'efficacité du CAMI en tant qu'autorité nationale responsable de l'action anti-mine pour le Gouvernement et l'implication des donateurs en partenariat avec le Gouvernement et les Nations Unies.

Objectifs :

Le programme est doté de trois objectifs principaux qui sont :

- (1) Promouvoir la paix et la stabilité en Guinée Bissau ;
- (2) Promouvoir le développement de la Guinée Bissau en libérant le pays de tous terrains contaminés par les mines et en favorisant leur récupération à des fins de productions ;
- (3) Protéger les populations urbaines et rurales en leur permettant de vivre et de travailler dans un environnement libre de tout danger causé par l'explosion de mines ou d'engins non explosés ;

A ces objectifs principaux, s'ajoutent des objectifs plus spécifiques et directement liés aux activités du programme, comme suit :

- 1 Appuyer le Gouvernement de la Guinée-Bissau à travers le CAAMI à renforcer les capacités actuelles (institutionnelle et en

ressources humaines) pour la mise en oeuvre durable, la gestion et la coordination des activités de l'action anti-mines ;

- 2 Continuer l'appui à la gestion et la mise en oeuvre opérationnelle de l'ONG LUTCAM sur le terrain ;

- 3 Appuyer la formation sur l'application des normes internationales de la lutte anti-mines (NILAM).

Résultats atteints

- Des progrès notables ont été atteints en terme de zones déminées et d'engins non explosés (UXO) collectés à Bissau; plus de 90 % de la capitale est déjà nettoyée: 64,000 m2 son libres de mines/UXO

⁴ Décret 4/2001-17 Sept 2001 du Conseiller de Ministres

et ont été restitués aux communautés en 2005; 24 mines anti-personnelles (AP) ont été trouvées et détruites durant 2005. Le total cumulatif depuis le début des opérations, et jusqu'en 2005, de mines trouvées et détruites est de 62,873. A cela s'ajoutent cinq zones minées dont le nettoyage est achevé, et quatre zones minées contrôlées et restituées à la communauté;

- Concernant le renforcement des capacités, CAAMI a coordonné la formation d'équipes de Neutralisation et de Destruction des Explosifs (NEDEX). Réalisée par Handicap International, cette formation a eu lieu en juillet 2005 à Bissau. Les deux ONGs Bissau Guinéennes (LUTCAM et HUMAID) ont reçu cette formation et 12 de leurs membres vont passer à la seconde phase de l'apprentissage;

- En outre, deux membres du personnel national du CAAMI ont reçu une formation de six semaines portant sur la gestion de projets action mines, à Bangkok, et organisée par le PNUD;

- Appui au Gouvernement pour sa participation au travail de programme intersessions de la Convention d'Ottawa, à Genève, et à Zagreb. Le Secrétaire d'Etat auprès des anciens combattants a présenté les progrès réalisés par le Gouvernement dans l'atteinte des objectifs du plan d'action de Nairobi;

- Sur financement du PNUD, le CAAMI a également appuyé le Gouvernement à prendre part à la réunion des Etats partis à la Convention, et lors de la conférence internationale sur l'assistance auprès des victimes qui s'est tenue à Nairobi;

- Activités d'éducation sur le risque des mines et sensibilisation auprès des communautés;

- Révision de l'information sur les zones suspectes, archivée dans la base de données IMSMA (Information Management System for Mine Action);

- Etude des zones contaminées par des engins non explosés (UXO) dans tout le pays;

- Participation à la réunion régionale de l'action anti-mines à Varela, au Nord ouest du pays, autour du thème de la consolidation de la paix pour une génération sans mines en Guinée Bissau; distribution de matériaux anti-mines et réalisation de diverses activités de sensibilisation en partenariat avec l'UNICEF;

- Destruction de stocks de mines à Gabú, en octobre 2005 en collaboration avec les deux ONGs Bissau Guinéennes et Handicap International. Un total de 4,943 mines anti-personnel stockées dans la caserne de Gabú ont été détruites. De nombreux représentants du Gouvernement, de hautes autorités civiles et militaires, du Système des Nations Unies et de la communauté internationale ont assisté à la destruction en tant que témoins. Cet événement a également été couvert par les médias locaux et a permis de re-affirmer la position du Gouvernement Bissau Guinéen comme Etat membre de la Convention d'Ottawa (Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction);

- Sensibilisation auprès des populations pour assurer le plein respect de la prohibition complète de l'utilisation des mines.

- Travail d'analyse de risques dans les zones suspectes afin d'augmenter l'efficacité du déminage. Cette analyse a résulté en une diminution du nombre de zones effectivement contaminées,

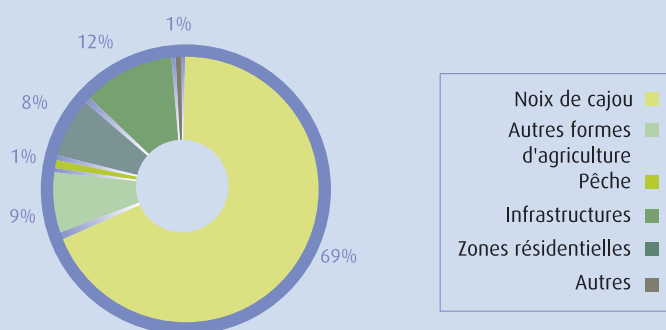


permettant ainsi d'accroître l'attention sur les zones confirmées comme étant à haut risque;

- Il est à noter que la contamination de la terre représente un obstacle majeur à la reconstruction et à la réhabilitation de la Guinée Bissau. En effet, les zones contaminées sont souvent des zones de cultures, principalement de riz et de noix de cajou. Le graphique ci-dessous illustre l'impact à plus long terme du programme d'action anti-mine sur l'utilisation de la terre, une fois nettoyée.

Utilisation de la terre nettoyée

(source Guinea-Bissau Mine Action Update-CAAMI, 2005.)



Ressources

Budget Total	US\$ 1,740,000 (2005-2006)
PNUD	US\$ 1,629,000
Allemagne	US\$ 105,000
Canada	US\$ 6,000
Budget disponible en 2005	US\$ 1,269,475
Budget dépensé	US\$ 1,188,152
Reliquat	US\$ 81,323
Taux de déboursement	93.6%

Contribution au programme d'action anti-mines en Guinée Bissau par donateur en 2005 (en US\$)

Total budget=1,740,000 US\$

